

Philosophiques

philosophiques

Le colloque sur « La philosophie de l'histoire et la pratique historienne aujourd'hui », tenu à l'Université d'Ottawa du 18 au 20 avril 1980

Laurent Giroux

Volume 7, Number 2, octobre 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/203147ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/203147ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société de philosophie du Québec

ISSN

0316-2923 (print)

1492-1391 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Giroux, L. (1980). Le colloque sur « La philosophie de l'histoire et la pratique historienne aujourd'hui », tenu à l'Université d'Ottawa du 18 au 20 avril 1980. *Philosophiques*, 7(2), 383–402. <https://doi.org/10.7202/203147ar>

Tous droits réservés © Société de philosophie du Québec, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

BULLETIN

LE COLLOQUE SUR « LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE ET LA PRATIQUE HISTORIENNE AUJOURD'HUI » TENU À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA DU 18 AU 20 AVRIL 1980

par Laurent Giroux

Le compte rendu d'un colloque de philosophie est rendu particulièrement difficile en raison de la forme de plus en plus stéréotypée de ces colloques, où chaque conférencier vient présenter les résultats de ses propres recherches que les autres conférenciers ont rarement suivies, et où chaque auditeur vient chercher ce qui l'intéresse personnellement, sans qu'il y ait ni d'un côté ni de l'autre quelque préoccupation concernant ce qui pourrait être une démarche *collective* ou un progrès *commun* à l'intérieur d'un champ de recherche donné. À cela s'ajoute, pour les colloques internationaux d'Ottawa, l'obsession de la division des classes chez les organisateurs qui nous font clairement sentir au départ qu'il y a trois catégories de participants : les conférenciers invités, les auteurs de communications brèves et, en haut des gradins, mais au bas de l'échelle, les consommateurs de cette production que sont tous les autres. Dans cette optique, la période de discussion est organisée de telle manière que les questions sont accueillies par ordre de préséance depuis l'avant jusque vers l'arrière des gradins où, bien entendu, on ne se rend qu'avec peine, puisque les invités d'honneur profitent souvent de l'occasion pour compléter, par le biais d'une question, leur conférence de la veille ou en améliorer l'effet. Heureusement, il y a encore de vieux sages, comme le doyen Paul Ricoeur qui, muni d'un texte encore inachevé et retravaillé le matin même, a le souci de rattacher ses réflexions à celles des autres conférenciers, ou le sympathique Robert Fogel qui aborde son sujet avec humour et une certaine légèreté d'esprit, ce qui n'a pas manqué de lui attirer la remarque rapide mais non moins significative de William Dray : « I may take as a good example of 'direct

evidence' the fact that you came here to amuse (and inform) your audience. »

Que dire des ateliers du soir dont les participants, qui ont dans bien des cas consacré plus de temps et apporté autant d'ardeur à leur « paper » que les grands invités, sont condamnés à recueillir ce qui reste encore d'un auditoire fatigué au terme d'une longue journée, et réparti au surplus entre trois ateliers et de six à neuf communications parallèles ? Il nous sera malheureusement impossible d'en récapituler ici le contenu dispersé.

Le résultat de cette organisation stéréotypée est un colloque sans dynamisme, inhibant d'entrée de jeu toute expérience *collective* de recherche et de découverte, qui « a lieu » tout juste, mais ne *vit* pas parce que son unique principe d'unité est le *lieu* où se débat sporadiquement un thème morcelé à outrance.

Comment rendre compte, faire l'histoire d'un tel événement sans histoire autour du problème de l'histoire que devaient se poser les différents conférenciers ? J'ai choisi, au risque de garder quelque chose de la dispersion des discours, de repasser les neuf principaux « papers » qui ont été *lus devant* (vor-lesen) nous, le plus souvent dans un registre vocal spécialement limité, en me posant une seule question : Comment chacun de ces chercheurs solitaires envisage-t-il les conditions de possibilité qui font ou feraient que l'histoire pourrait se mériter le titre de science ? Même en se donnant ainsi un fil conducteur pour la relecture des textes, la synthèse ne s'en trouve pas pour autant garantie, vue la quasi-incompatibilité des tendances idéologiques d'inspiration latine, germanique et anglo-saxonne qui y sont représentées.

Le directeur du Département de philosophie de l'Université d'Ottawa, M. Théodore Geraets, a remplacé son recteur pour inaugurer le colloque sous le signe d'une conjonction des « deux disciplines les plus fondamentales et les plus universelles », l'histoire et la philosophie, d'un rapprochement des traditions continentale et anglo-américaine¹ et, enfin, de

1. Ce rapprochement s'avère, expérience faite, n'être rien d'autre qu'un nouvel échantillon de ce biculturalisme et bilinguisme alternatifs, bien connus à Ottawa, où l'on présente ce que l'on a à dire dans sa propre langue pour balbutier ensuite une réponse dans la langue de l'autre si cela s'avère absolument nécessaire.

l'unification de la philosophie de l'histoire et de l'épistémologie de la science historique. Puis il a cédé la parole à M. Michel de Certeau (Paris — San Diego) à qui on avait confié la conférence d'ouverture.

Cette conférence, à la fois provocante et stimulante, défendait la thèse que, dans le discours historique, le réel est *ce au nom de quoi* on parle, et non *ce dont* on parle. Au départ, cette référence au réel est même purement négative en ce sens que l'histoire prétend gagner sur la fiction ce qu'elle réussit à déterminer comme faux. Dans les termes de l'auteur, elle « fait croire du réel en dénonçant du faux ». À ce leurre originel qui affecte la démarche historienne s'en ajoute un second dans la mesure où elle déguise une praxis qui est la reproduction inconsciente des structures socio-économiques présentes. La société des chercheurs est, en effet, « recrutée parmi une classe homogène et structurée », doublement déterminée, d'une part, par les sources de financement de la recherche et, d'autre part, par les patrons qui ont un droit de regard sur les promotions académiques. Cette praxis se présente sous les dehors trompeurs d'une découverte objective du réel passé. La narration historique trouve au surplus une nouvelle légitimation de sa production en opérant « la conjonction de ce qui, dans une société, fonctionne comme disjonction », en conférant un sens aux accidents et aux malheurs. Voilà pour les rapports de l'historiographie avec les institutions.

La seconde partie de cette communication portait sur le rapport avec la méthode. Depuis la mathématique sociale de Condorcet jusqu'aux théories positivistes modernes, l'historiographie a cru pouvoir se dégager de ses conditionnements présents en fondant de plus en plus ses recherches sur le calcul statistique et l'informatique. Cette méthode ne va pas sans une réduction importante du matériau, laissant de côté quantité de « déchets » et n'en retenant que ce qui peut être constitué en série. « Le calcul non seulement élimine les hypothèses non traitables, mais détermine abstraitement celles qui sont utilisables. » Toutefois, il compense ces pertes en apportant à l'institution historique l'accréditation de la scientificité, alors que, selon de Certeau, l'appareil scientifique ne peut être

qu'un principe de falsification à l'intérieur du champ de la fiction. Le rôle que Michel de Certeau semble réserver à l'historiographie, c'est celui d'une *organisation* du réel à la manière de la poésie. Je crois comprendre que l'histoire, comme connaissance, serait, au pire, une négation de la fiction et, au mieux, une structuration (fictive ?) des discontinuités réelles.

Le type de réflexion instituée par le premier conférencier marque déjà la distance qui sépare les préoccupations épistémologiques des trois traditions européennes, la française, l'allemande et l'anglo-saxonne, la seconde n'étant malheureusement représentée au colloque que par le seul Reinhart Koselleck (Bielefeld) dont nous aurons à parler plus loin, ce qui a pu, à mon sens, déséquilibrer le poids des problématiques respectives.

Ce à quoi visait, en substance, le « paper » suivant de Leon Pompa (Birmingham), c'est à une critique fondamentale de la position des métahistoriens. Deux questions, donc, à propos de cette critique : 1) Qui sont ces méta historiens ? 2) Qu'est-ce qui ne va pas chez eux ?

Les représentants éminents de ce que Pompa appelle la nouvelle méta histoire sont Hayden White, Peter Munz et Louis Mink. La principale tendance de cette théorie est de « nier que nous puissions considérer le passé comme une réalité déterminée, avec une signification qui lui est propre, qui est là dans les documents attendant d'être découverte par l'historien. Le portrait devrait plutôt être celui de l'actualité passée comme 'flux dépourvu de signification' auquel l'historien doit en imposer une, ce qu'il fait en l'interprétant, la décrivant et l'organisant par le moyen d'une certaine forme narrative. » Notre préférence pour une interprétation plutôt que pour une autre ne peut alors se fonder que sur « la capacité de certaines formes méta historiques . . . de rendre significatif pour nous ce qui est en soi dépourvu de signification ».

À cette théorie interprétative, Pompa oppose une série d'arguments que nous présentons ici de façon très schématique. Son but est de montrer que la tâche de l'historien est de découvrir plutôt que de créer des significations :

1. « En distinguant . . . le factuel du signifiant, les méta historiens s'engagent à faire place à une certaine conception du passé comme actualité déterminée, i.e. le passé qui correspond à l'élément factuel dans la narration. » Selon Mink, ce passé sans signification ne serait constitué que des « référents ou conditions de vérité des *énoncés de faits* » contenus dans la narration. Or, il semble difficile d'admettre que tous les *rappports d'ordre* inclus dans ces énoncés de faits dépendent de la forme imaginative qui leur serait imposée par la suite.

2. La métahistoire présuppose l'expérience directe d'un flux de conscience sans la médiation d'aucun système de relations structurantes, ce qui paraît à Pompa impensable. L'expérience elle-même, aussi bien que sa description, passe par la médiation d'un langage public qui a déjà une fonction structurante.

3. Comment nier que certains événements avaient une signification pour les agents concernés et que « le passé humain contient à tout le moins *cette sorte* de signification en et par lui-même » ?

4. « Il n'y a rien pour appuyer la prétention des métahistoriens selon laquelle (vs 3.), parce que l'historien fait usage de descriptions et de relations d'ordre qui transcendent celles qui étaient accessibles aux agents historiques du passé, il doivent pour autant *imposer* quelque chose, une certaine espèce de signifiante au passé que celui-ci ne peut pas posséder par lui-même. On ne peut tirer cette conclusion que si l'on peut montrer qu'en écrivant l'histoire de cette façon, l'historien fait sur le passé des énoncés à propos desquels nous ne saurions pas ce que ce serait pour eux d'être vrais ou faux . . . »

5. « C'est un fait que l'historien doit montrer que les événements, vies humaines, œuvres littéraires . . . auxquels il se réfère avaient la signification qu'il réclame pour eux, et cela signifie qu'il aura à montrer que les diverses espèces de relations qui constituent ces différentes significations ont réellement eu lieu. »

Pompa en conclut que la forme narrative est la forme propre du récit historique et qu'elle doit inclure « non seulement ce qui a existé comme objet possible de connaissance pour les agents historiques du passé, mais tout ce qui constitue un objet possible de connaissance pour l'historien *en tant qu'historien* ».

Mise en rapport avec la conférence de Michel de Certeau, cette seconde communication fait ressortir le lieu d'une tension idéologique entre une attitude plutôt positiviste face à l'histoire et une lecture interprétative à tonalité marxisante de l'historiographie. La position de Michel de Certeau se rapproche, en effet, de celle des métahistoriens dont Pompa fait le procès.

À l'intérieur de quelle problématique se meut maintenant, par rapport à l'objectivité historique, le seul représentant de la sensibilité germanique à ce colloque, le professeur Koselleck de Bielefeld dans sa communication sur « Les concepts d'histoire sociale et de temps historique » ? Le conférencier note deux phénomènes nouveaux et importants depuis la seconde Guerre mondiale : le caractère de plus en plus théorique de la recherche historique et l'extension énorme des questions empiriques contenues sous le concept d'histoire sociale. Ces deux phénomènes sont, du reste, étroitement reliés. Il semble, en effet, que ce soit le second qui engendre le premier, vu la nécessité d'introduire de l'ordre et des limites dans un domaine sans cesse croissant.

Une fois enregistrés ces deux phénomènes et proposées deux mises en garde, l'une contre l'idée d'une histoire totale et l'autre touchant la notion d'histoire sociale, Koselleck divise son exposé en trois points de discussion : 1) L'origine de la conscience d'un temps spécifiquement historique. 2) Les diverses dimensions du temps qui font partie des événements et structures. 3) Comment faire l'investigation du temps historique ?

1. La découverte d'un temps proprement historique remonte au Siècle des Lumières. Auparavant, on n'avait jamais essayé d'extraire les critères définissant le temps du cours même de l'histoire. Le premier pas en ce sens fut l'invention

du concept de « Moyen Âge », concept construit sur la base d'événements historiques sans référence à des individus, à la nature ou à la mythologie. Suivit la notion de Renaissance qui s'imposa au dix-neuvième siècle seulement. La thèse du professeur Koselleck est que seule la notion plus tardive encore de « Temps modernes » a acquis une signification authentiquement historique. C'est à ce moment que la chronologie a commencé à suivre l'histoire au lieu de l'inverse : « Tel fut le programme du Siècle des Lumières : soumettre le temps historique à des critères qui puissent n'être déduits que d'une compréhension de l'histoire elle-même. » Ce qui caractérise les « Temps modernes », c'est qu'on en fait l'expérience *directement*, et non après coup, et qu'ils ouvrent sur l'avenir une perspective qui paraît illimitée. La notion de « Temps modernes » est associée à celle de « progrès », notion issue d'une réflexion sur l'histoire elle-même. Cette vision des Temps modernes est à l'origine de la conception historiciste selon laquelle la vérité de l'histoire peut changer selon les temps changeants et qu'il faut définir le point de vue à partir duquel on formule ses conclusions. Ce processus peut s'appeler, avec Lovejoy, la temporalisation de l'histoire.

2. Le second point abordé par Koselleck traite des rapports entre événements et structures.

Les événements sont soumis à des structures diachroniques s'exprimant par l'« avant » et le « depuis », le « trop tôt » et le « trop tard », etc. Ces structures permettent seules « de comparer la séquence des révolutions, des guerres ou des histoires politiques à un niveau spécifique d'abstraction ou de typologie ». À ces structures diachroniques s'ajoutent les structures à long terme dont la caractéristique temporelle est la répétition. Ici, la chronologie précise perd de son importance. « Tous les événements sont basés sur des structures préexistantes qui deviennent partie des événements concernés, mais qui existaient avant les événements d'une façon différente du sens chronologique de l'avant. » Tels sont les formes constitutionnelles ou les conditions de production, les facteurs géographiques et topographiques qui provoquent des situations conflictuelles analogues à travers l'histoire. De même encore les coutumes et les systèmes légaux qui organisent les

événements singuliers et leur survivent. « La caractéristique temporelle de telles structures réside dans la répétition du même, bien que ce *même* change successivement à long ou à moyen terme. » La thèse de Koselleck, sur ce point, est que « les événements ne peuvent jamais être pleinement expliqués par les structures que l'on présuppose, tout comme les structures ne peuvent pas s'expliquer seulement par les événements. Il y a un a priori épistémologique impliquant les deux niveaux si bien que l'on ne peut jamais déduire entièrement l'un de l'autre. L'avant et l'après d'un événement gardent leur qualité temporelle propre qui ne peut jamais se réduire à ses conditions à long terme. Chaque événement produit à la fois plus et moins que ce qui est déjà contenu dans ses prémisses, vues ses qualités étonnamment nouvelles. »

L'investigation de l'histoire requiert la séparation des diverses dimensions temporelles. « En séparant les différents niveaux temporels, on révèle les conditions et les limites des prévisions possibles. Les événements singuliers sont difficiles à prévoir parce qu'ils sont uniques en eux-mêmes. Mais les prérequis du possible futur peuvent être prédits dans la mesure où certaines possibilités se répètent sans cesse à l'intérieur du cadre structurel. »

3. Il y a « deux catégories anthropologiques permettant de dégager des sources écrites la notion du temps qu'elles contiennent : la catégorie de la dimension de l'expérience et l'horizon de l'expectative ». Toutes les actions historiques sont basées sur les expériences et les attentes des agents concernés. Ainsi avons-nous « un couple de catégories méta-historiques qui établissent les conditions de l'histoire potentielle . . . car le passé et le futur se joignent en présence à la fois de l'expérience et de l'expectative ». Les deux dimensions sont asymétriques puisque le passé est limité en ce que les expériences ne peuvent qu'être collectionnées, tandis que la limite des expectatives tient au fait qu'elles peuvent être dépassées. Ce qui caractérise les Temps modernes, c'est que l'expectative se détache de plus en plus de l'expérience passée. C'est ainsi que la république devint pour Kant un objectif historique à réaliser, un impératif de la raison pratique sans référence immédiate à une expérience passée. Les nouveaux

concepts socio-politiques ne font plus seulement qu'indiquer ou enregistrer des faits : « Ils deviennent eux-mêmes des facteurs dans la formation de la conscience et le contrôle du comportement. » Ces considérations montrent comment le changement dans le temps historique lui-même peut être rendu transparent.

Il y a peu de profit à retirer de la conférence de M. Raymond Polin (Paris) qui est venu de bien loin et à grands frais nous présenter une sorte de grandiloquent plaidoyer (ce fut plutôt une prédication) dont le thème principal était la liberté créatrice individuelle. L'exposé commence par une longue description du contenu des notions de civilisation et de culture, la civilisation désignant plutôt les structures statiques d'une société et la culture son élément dynamique et créateur dont la source profonde est la création individuelle, pour se prolonger dans une exhortation enflammée en faveur de cette dernière que Polin appelle la « culture en acte ». Inutile de dire que tout ce développement s'oppose en bloc à l'idée d'une « nécessité » de type hégélien, fort mal comprise du reste, tout comme il s'oppose à la formation de catégories générales constituant une grille d'analyse uniforme pour toutes les cultures et aux prétentions de la civilisation occidentale à créer un système des sciences unique et universel. En somme, M. Polin ne fait que reprendre, avec beaucoup moins d'acuité et avec des jugements qui frôlent l'erreur par leur généralité même, les critiques que les membres de l'École de Francfort ont adressées, à la suite de Heidegger, à la domination planétaire de la technologie. — La communication de Raymond Polin, qui n'a pratiquement rien à voir avec une philosophie, encore moins avec une épistémologie de l'histoire, aura eu sans doute l'avantage minimal d'assurer l'alternance des « papiers » anglais et des discours français à laquelle M. Geraets avait conféré au départ le titre éloquent de « rapprochement des traditions continentale et anglo-américaine ». Et, de fait, cela nous amène au « paper » de A.P. Fell (Queen's) sur « La distinction entre histoire générale et histoire spéciale chez Maurice Mandelbaum ».

Le problème qui intéresse le professeur Fell est celui de « certaines similarités et différences de base entre les histoires

écrites par le groupe d'érudits reconnus comme des historiens professionnels et celles produites par des savants dans d'autres domaines qui ont écrit des histoires de la philosophie, de la littérature, de l'art, de la science ou du droit, etc. » La thèse de Mandelbaum, c'est que « les histoires spéciales ne peuvent pas atteindre le même niveau d'objectivité que les histoires générales ». La discussion que Fell institue autour de cette thèse porte sur deux points : 1) La distinction entre histoires générales et histoires spéciales. 2) Le concept d'objectivité.

1. « Les histoires générales sont institutionnellement orientées et concernent la nature et les changements des sociétés particulières . . . » tandis que les histoires spéciales « tracent les divers aspects de la culture tels qu'ils apparaissent et changent dans la société ou traversent les frontières séparant les sociétés ». Chacune de ces dernières a pour objet une *classe* d'activités et d'œuvres séparées. C'est cette distinction que le prof. Fell remet ici en question dans la mesure où elle « conduit à un scepticisme indu vis-à-vis de la possibilité d'histoires culturelles vraiment objectives ». Le fondement de la distinction mandelbaumienne, c'est que l'histoire générale traite « d'entités qui existent et fonctionnent de façon indépendante », contrairement à l'objet des histoires spéciales, ce que Fell se permet de contester. Il croit que les œuvres d'art, de littérature ou de philosophie ont une existence tout aussi autonome que celle des institutions, et cela vaut même, selon lui, pour les traditions culturelles qui ne sont ni plus ni moins soumises à des changements constants que les structures politiques et sociales. Fell met également en doute l'affirmation répétée de Mandelbaum que les historiens de la culture peuvent arbitrairement délimiter leur champ d'intérêt, car il y a une tradition, à dégager elle-même soigneusement, qui définit les domaines de l'art, de la littérature et de la philosophie. Ce qui paraît à Fell caractériser les histoires spéciales, ce n'est pas tant le caractère plastique et malléable des données qu'elles ont à étudier que la double préoccupation des historiens qui en traitent, c'est-à-dire une préoccupation centrée davantage sur le contenu ou la problématique, doublée d'une autre concernant les circonstances historiques qui les ont engendrés.

2. Mandelbaum distingue trois usages du concept d'objectivité : l'objectivité au sens d'impartialité (qui ne garantit aucunement la véracité des affirmations) ; l'objectivité au sens de ce qui appartient à la réalité indépendamment du sujet connaissant (les éléments subjectifs de toute connaissance ne devant pas affecter la vérité ou la fausseté des énoncés particuliers) ; enfin, est objectif un jugement dont « la vérité exclut la possibilité que sa négation puisse aussi être vraie ». « L'objectivité en ce troisième sens, explique Fell, est un principe épistémologique fondamental que l'on présuppose en essayant de porter des jugements en matière de faits. Ce principe dit que l'on doit soumettre à des vérifications *ce qui* est affirmé ou nié et il maintient le principe logique de non-contradiction et le caractère absolu du vrai. Il réitère le point de vue conceptuel selon lequel la vérité est objective. » Selon Mandelbaum, l'histoire générale peut viser à l'objectivité en ce sens, tant dans la description que dans l'explication, à condition que les théories causales utilisées soient elles-mêmes vérifiables. Les histoires spéciales partagent le même privilège en ce qui a trait aux explications sociales. Mais les limites de l'objectivité sont beaucoup plus étroites lorsque le concept du champ de recherche de l'historien ou les autres concepts particuliers qu'il emploie (v.g. rationalisme, empirisme, idéalisme, etc.) sont « des constructions idiosyncratiques qui ne désignent pas des entités fonctionnant de façon autonome et qui n'opèrent pas à l'intérieur d'une théorie explicative vérifiable ». Fell accepte le troisième sens que Mandelbaum attribue à l'objectivité : c'est l'objectivité opposée à cette forme de relativisme qu'on peut appeler subjectivisme ou scepticisme et qui « nie le caractère objectif de la connaissance historique et le caractère objectif et absolu de la vérité ». Mais ce n'est pas cette forme d'objectivité que les relativistes contestent à l'histoire. Ils s'opposent plutôt à « l'image d'un esprit impersonnel, dépourvu de son humanité et reflétant l'objet connu », et voient même leurs réflexions sur les « éléments relativisants » comme une contribution à la connaissance de soi, à une meilleure théorie du langage et à un compte rendu plus objectif du monde. Les tensions entre les deux écoles s'expliquent, selon Fell, par le défaut d'une distinction claire entre subjectivisme (décrit ci-dessus) et le relativisme selon

lequel « un compte rendu exact et fiable du passé manifesterait toujours de différentes façons le point de vue de l'historien ». Au surplus, bien que l'objectivité au premier sens conditionne l'objectivité au troisième sens sans toutefois la garantir, il faut tenir compte du fait qu'en histoire de l'art, par exemple, la sensibilité propre de l'historien et son affinité avec l'œuvre et l'auteur peuvent apporter une contribution positive à l'objectivité au troisième sens. Il en va de même en histoire où certaines attitudes mentales ont une valeur essentiellement positive, fait auquel les scholars anglo-saxons ne portent pas une attention suffisante. Fell rappelle en terminant que « les investigations récentes de Thomas Kuhn, Hayden White, J.H. Hexter et autres suggèrent que . . . la construction de concepts et le choix concernant les formes littéraires introduisent dans toute histoire un élément de relativité qui ne doit pas nécessairement entrer en conflit avec les prétentions à l'objectivité » telles que le conférencier les a défendues.

La pendule du biculturalisme alternatif nous ramène infailliblement à une communication, québécoise cette fois, dont nous avons raison d'être fiers en dépit de certaines limites théoriques évidentes, limites qui lui viennent du reste de l'impérialisme académique des traditions anglo-saxonnes en Amérique du nord. L'auteur a commencé par une série de considérations générales, d'ailleurs bien connues des épistémologues de l'histoire : 1) sur la spécificité du savoir historique avec sa tension caractéristique entre le principe d'exactitude (reconnaissance et mise en ordre des faits) et le principe d'interprétation (ou de vérité) — en somme sur les problèmes d'heuristique et d'herméneutique en histoire —, et 2) sur la distinction entre différents temps : *temps bref* (aspect événementiel, « bouillonnement du présent »), *temps moyen* (histoire sociale, savoir appliqué à telle société donnée) et *temps long* (celui qui occupe l'anthropologie historique). Gérard Bouchard a ensuite voulu nous proposer une réforme de la recherche historique grâce à une « plus grande rigueur dans le parcours du circuit scientifique » par l'établissement d'une infrastructure bien organisée selon le modèle du fichier que lui-même a monté à l'intérieur d'un vaste projet de recherche sur la population de la région de Chicoutimi. Ce fichier, constitué

avec la collaboration de plusieurs disciplines (histoire, médecine, sociologie, etc.), semble inclure toutes les données qui intéressent le bien-être immédiat et concret d'une population : emploi, salaires, santé, famille, etc. Il s'agit d'une entreprise d'envergure et unique en son genre, comme l'affirme M. Bouchard lui-même, et, du même coup, d'une façon « plus modeste » de pratiquer l'histoire. Ce qui étonne ici, ce n'est pas l'excellent travail de recherche assuré par ce fichier géant, mais l'assurance avec laquelle l'initiateur et le promoteur du projet croit avoir par ce moyen découvert une base plus scientifique à l'histoire de l'humanité. Il y aurait fort à faire pour montrer quel monstrueux fichier, comprenant les dossiers de toutes les familles d'Europe occidentale à la fin du 18^e siècle, aurait pu expliquer — et sans doute *prévoir* — l'empire de Napoléon I^{er} ou, dans la première moitié du présent siècle, la montée, le triomphe et l'effondrement du troisième Reich. Mais, soulignons un autre fait historique, plus facile à expliquer celui-là même sans le secours de fiches : c'est, d'une part, l'aisance avec laquelle les monteurs de fichiers arrivent à convaincre les Ministères qui les financent qu'enfin le haut savoir s'occupe du petit peuple, et, d'autre part, que ce nouveau savoir, grâce à sa perfection technique, rendra caduques tous les efforts de la pensée occidentale par lesquels elle a tenté depuis vingt-cinq siècles de comprendre et d'améliorer son destin. En ce sens, la conférence initiale de Michel de Certeau remettait en question à l'avance la signification d'une entreprise comme celle de M. Bouchard, sinon dans son efficacité évidente à poser les bases d'une saine étude sociologique, du moins dans ses prétentions à faire de la « vraie histoire ».

M. Robert Fogel de Harvard, contrairement aux habitudes invétérées en milieu anglophone, s'est présenté sans « paper ». Il a simplement soulevé avec beaucoup d'humour un certain nombre de questions et de réflexions sur l'idée que l'historiographie dite scientifique et l'historiographie traditionnelle se font de la « circumstantial evidence », disons, faute de mieux, de la « preuve circonstancielle ». La substance de cet exposé libre se trouve dans un « paper » de 64 pages déjà présenté auparavant au Sixième Congrès international de

logique, de méthodologie et de philosophie des sciences, et dont j'essaierai de produire ici les idées maîtresses. Ce qui intéresse Fogel, c'est de savoir si les différences entre les historiens soi-disant scientifiques et les historiens traditionnels sont aussi profondes que les praticiens de ces deux tendances le prétendent eux-mêmes. L'historiographie traditionnelle au XIX^e siècle s'est surtout intéressée à l'histoire politique, i.e. aux organes du pouvoir : État, Église, etc. Ce que Fogel entend par histoire traditionnelle, « c'est le type d'histoire décrit dans l'édition de 1954 du *Harvard Guide* et pratiqué par ses auteurs dans les années 30, 40 et 50 . . . Les historiens traditionnels aspiraient à faire le portrait du champ entier de l'expérience humaine . . . Ils étaient . . . à la recherche de 'principes de synthèse' qui leur permettraient de relier de façon signifiante la myriade des faits qu'ils découvriraient. Cette recherche conduisit progressivement à des généralisations émanant des sciences sociales . . . Une notion intuitive de 'compréhension imaginative' ou d' 'imagination historique' demeurerait la base de l'intégration thématique globale. » Mais les généralisations des sociologues et des économistes apparurent de plus en plus fragiles et la croyance s'affirma « que l'histoire est une discipline autonome avec des critères d'érudition mieux adaptés à la tâche de l'historien que ceux qui sont élaborés ailleurs. L'histoire est plutôt 'idéographique' que 'nomothétique'. Les modèles mathématiques propres aux sciences sociales furent considérées comme anti-historiques. Dans les mots de Arthur Schlesinger Jr., « presque toutes les questions importantes sont importantes précisément parce qu'elles ne sont *pas* susceptibles de réponses quantitatives ».

La nouvelle marque (brand) d'histoire scientifique que Fogel appelle « cliométrie » a fait son apparition dans les années '50. « La caractéristique commune des cliométriciens est l'application des méthodes quantitatives et des modèles comportementaux des sciences sociales à l'étude de l'histoire. Cette méthode d'approche conduit parfois les cliométriciens à représenter le comportement historique à l'aide d'équations mathématiques et à chercher ensuite une preuve, habituellement quantitative, capable de vérifier le caractère applicable de ces équations ou de les contredire . . . Une bonne partie du

travail des cliométriciens visait à formuler et à formaliser les modèles implicites dans les récits historiques traditionnels et à examiner la validité empirique de ces modèles . . . »

« Ainsi en arrivons-nous au point crucial de la différence entre l'histoire traditionnelle et la cliométrie. Bon nombre d'historiens traditionnels ont tendance à se concentrer fortement sur des individus, des institutions, des idées particulières . . . et font un usage limité de modèles comportementaux explicites, tandis que les cliométriciens tendent à se concentrer fortement sur des collections d'individus, des catégories d'institutions et des événements récurrents et leurs explications font souvent appel à des modèles comportementaux explicites et ils s'appuient fortement sur la preuve quantitative. » D'après les nombreux exemples fournis par la suite, on voit que les cliométriciens sont des historiens de tendance behavioriste qui font un emploi régulier des méthodes statistiques, et Fogel est visiblement très impressionné par les « découvertes substantielles » que leur méthode a permises et dont il apporte plus d'un exemple emprunté à l'historiographie américaine. Il souligne également le progrès plus rapide dans l'application de la méthode à l'histoire de l'économie qu'à l'histoire politique, sociale ou intellectuelle.

L'auteur du « paper » procède ensuite à une comparaison plus détaillée des deux écoles du point de vue 1) de la matière (sujet), 2) du genre de preuve, 3) des critères de vérification, 4) du rôle de la controverse, 5) de la collaboration et 6) de la communication avec le lecteur.

1) En ce qui concerne la matière, la différence porte essentiellement sur l'opposition entre le collectif et le récurrent d'une part, et l'individuel et le singulier d'autre part, dont il a été fait état plus haut.

2) Quant au genre de preuve, « les historiens traditionnels ont toujours manifesté une préférence marquée pour la documentation écrite tandis que les historiens 'scientifiques' penchent fortement vers la preuve quantitative ».

3) Le type de vérification traditionnel en histoire suit le modèle légal de l'assignation de témoins accompagnée d'un

sondage de leur crédibilité. Il invoque aussi l'argument d'autorité à la manière des tribunaux. La cliométrie, elle, suit plutôt le modèle empirico-scientifique qui cherche à « rendre explicites les prémisses empiriques sur lesquelles reposent bien des arguments historiques et à découvrir la preuve, habituellement quantitative, capable de confirmer ou d'infirmer les prémisses ».

4) « L'historien traditionnel se présente souvent devant ses collègues et le public de ses lecteurs comme un témoin expert qui a examiné soigneusement toutes les questions, et son livre ou son article constitue son témoignage d'expert, sa déposition, pour ainsi dire. » Dans l'histoire « scientifique », au contraire, domine la controverse qui s'étend sur une longue période de recherche menée sur des points très précis par des équipes successives dont la production finale a un caractère beaucoup moins personnel.

5) Il n'y a pas habituellement de collaboration dans l'historiographie traditionnelle, sauf pour la production de manuels d'histoire ou d'encyclopédies historiques où la contribution de chaque collaborateur n'en garde pas moins son caractère individuel, tandis que la cliométrie se caractérise précisément par la recherche collective et multidisciplinaire.

6) L'histoire traditionnelle s'adresse à un vaste auditoire et cherche à influencer la conception qu'un peuple se fait de son passé, et on lui attribue une grande valeur éducatrice. Les historiens « scientifiques » se refusent à être les « gardiens moraux » de la jeunesse et s'adressent à un public restreint de spécialistes.

Le professeur Fogel conclut en montrant que la cliométrie n'a pas vraiment supplanté l'historiographie traditionnelle, mais qu'elle l'a grandement précisée et modifiée sur nombre de points. Elle ne peut, du reste, elle-même s'appuyer que sur l'établissement de faits que, dans bien des cas, la méthode traditionnelle seule permet d'atteindre. Qu'il me soit permis d'indiquer que la conception même de l'objectivité historique et de la réalité humaine qui sous-tend l'une et l'autre tendance mériterait un examen plus approfondi et pourrait susciter un vigoureux débat d'ordre anthropologique, voire même ontologique.

La conférence de M. Paul Ricoeur, qui portait sur « La contribution de l'historiographie française à la notion d'événement », se trouvait à prendre la contrepartie de la position de Michel de Certeau en mettant l'accent sur l'événement comme référence invisible qui permet de distinguer l'histoire de la fiction. Selon sa démarche habituelle, Ricoeur analyse les concepts de l'intérieur et en fait ressortir le contenu ontologique, désamorçant ainsi plus d'un problème soulevé en théorie des sciences. L'événement est un changement qui affecte l'homme par opposition à la notion de changement ou d'évolution dans la nature ; il est ce que *je fais arriver*, ce que Ricoeur appelle le « critère actentiel ». C'est la mise en marche d'un système clos, incluant les idées de fin, de moyens, d'agir, d'agent, de signification. L'événement se situe à l'intersection d'un pouvoir-faire et du cours des choses. L'événement *historique* devient alors le « faire arriver » en tant que reporté dans le passé et ayant laissé des traces dans le présent. Il y a un lien étroit entre le critère actentiel (aptitude à faire arriver) et le narratif (*mimêsis* d'action). L'intrigue (*plot*) cherche à donner une lisibilité de base à l'événement en lui assignant un début, un milieu et une fin. D'où la tension entre la position intratextuelle de l'événement dans le récit (périπέtie) et sa position extra-textuelle qui contraint l'historien. Les mêmes faits deviennent des événements différents dans des intrigues différentes.

Avec la dissociation progressive de l'écriture et de l'histoire, de la référence actentielle et de la référence narrative, l'événement disparaît du texte historique pour se retrouver dans un hors-texte inaccessible, ce que Raymond Aron appelle la « dissociation de l'objet » et Ricoeur « l'éclipse de l'événement », éclipse liée à la perte d'emphase de l'histoire politique. C'est le passage à l'histoire économique et sociale où l'on a affaire à des crises, à des structures. Une nouvelle conception du temps historique apparaît alors, celle des longues durées, mais tandis que le sociologue cherche les conditions de stabilité qui peuvent figurer dans un modèle, l'historien s'intéresse toujours aux points de rupture. D'où ressurgit le critère actentiel qui définit l'événement. Selon Ricoeur, l'historiographie française se serait égarée dans l'his-

toire à longue durée au risque de faire s'estomper la durée elle-même. Pour l'historien, les choses changent, et les changements historiques relèvent de l'agir humain. En rapportant ainsi l'histoire à l'agir volontaire, Ricœur me paraît lui restituer son statut particulier et autonome dont l'épistémologie positiviste tente de la dépouiller.

Bien entendu, le colloque, qui avait débuté en français, devait se terminer en anglais afin que soient respectées les normes de la biculture et que les participants se quittent avec un sentiment d'égalité quasi mathématique.

La question posée par W.H. Walsh (Edinburg) dans son « paper » de clôture est la suivante : Que pouvons-nous apprendre des historiens ? On se trouve donc de nouveau placé de plain-pied dans la question de la validité objective de l'historiographie. L'auteur prend pour acquis, au départ, sans vouloir entrer dans une discussion de ces deux points, 1) « que l'histoire est l'étude d'événements spécifiques ou d'états de choses continus entreprise pour aucune autre raison que leur intérêt en eux-mêmes », et 2) « que les historiens peuvent atteindre au moins une certaine connaissance du passé humain et, les conditions étant favorables, se trouvent ainsi dans la position de dire de quoi les choses avaient l'air dans les parties du passé qui font l'objet de leur examen ». Supposons donc, dit Walsh, que nous avons quelque connaissance historique réelle et demandons-nous à quoi cette connaissance se ramène, quel usage on peut en faire, etc. La première observation est que cette connaissance n'est pas exprimable en termes universels. À l'encontre du modèle hempélien, l'historien maintient que « pour comprendre ce qui se passe dans le monde humain, il faut l'examiner dans ses détails individuels, et non y faire porter un corps de théories abstraites qui pourraient bien n'y trouver aucune application . . . En général, les historiens croient . . . pouvoir traiter les événements ou situations individuelles dans le langage du sens commun éduqué. » La question demeure alors de savoir ce que l'histoire peut nous apprendre. Comme l'affirmait Descartes et comme le pensent bien des esprits à tendance scientifique aujourd'hui, « l'histoire ne serait-elle au mieux qu'une extension à rebours de l'expérience, procurant ou prétendant procurer une connais-

sance des faits particuliers, et ses résultats, bien que comportant sans doute un certain intérêt humain, n'auraient-ils aucune signification scientifique sérieuse ? » L'histoire n'est-elle qu'un succédané de la perception (ou expérience) présente appliqué au passé ? Pourtant, l'historien s'engage volontiers dans une démarche explicative ou un processus d'interprétation, et ses connaissances du passé lui en permettent une compréhension qui échappe à l'homme ordinaire. Cette compréhension porte sur les tendances générales du comportement humain dans certaines situations et sur les conséquences non intentionnelles possibles des actions humaines, étant données certaines conditions. Selon Walsh, l'histoire nous renseigne sur les possibilités de la nature humaine et elle le fait par l'étude de cas concrets grâce à une description appropriée. De plus, ceux qui étudient l'histoire peuvent considérer un événement en tant que typique tout en évitant les généralisations hâtives. « Ce qui compte à propos d'un événement qu'ils examinent n'est parfois pas tant le fait qu'il ait eu lieu justement en ce moment du temps et en ce lieu, mais qu'il se soit produit dans telle ou telle situation, où 'tel ou tel' doit être compris en termes universellement applicables plutôt qu'individualisants . . . Le point important, cependant, c'est que les leçons de l'histoire ne sont pas normalement rendues explicites en propositions universelles . . . Elles n'ont pas besoin d'être formulées en termes abstraits pour être utilisées avec succès dans la pratique. » Walsh insiste sur le fait qu'il n'y a aucun autre moyen pour l'historien d'introduire la généralité dans sa discipline, que l'histoire ne contient aucune théorie qui lui soit particulière et que les historiens, dans l'ensemble, sont peu familiers avec les théories développées par d'autres ou leur sont antipathiques. Les historiens traditionnels ne sont pas des hommes de théorie, mais des hommes de jugement : « Celui qui possède le savoir abstrait (en histoire comme en médecine ou en droit) et ne peut pas le faire porter sur des cas particuliers fait faillite d'un point de vue pratique. Et de porter des jugements justes dans chacun de ces domaines est plus important que de pouvoir offrir des raisons générales à l'appui de ces jugements. » Aussi l'étudiant en histoire progresse-t-il non en se faisant inculquer des préceptes généraux, mais en apprenant à traiter les cas particuliers. « Il

découvre comment penser historiquement en s'attaquant à un morceau particulier de travail historique sous la direction d'un maître dans le sujet . . . La pensée historique implique la généralité sans formuler des conclusions qui sont explicitement générales. » Le professeur Walsh achève son exposé avec des considérations plus générales sur la relation d'interdépendance qui doit exister entre la recherche historique et la théorie sociale afin que l'une et l'autre puissent faire un pas en avant au lieu de se regarder réciproquement avec méfiance.

Avec cette conférence d'un penseur traditionnel se terminait cette série des communications à laquelle il nous a été impossible de conférer plus d'unité qu'elle n'en avait réellement, c'est-à-dire aucune. La dispersion des contenus est aussi frappante que la divergence des mentalités. À ce morcellement apparemment sans remède où domine toutefois la préoccupation centrale concernant le statut épistémologique de l'historiographie devait remédier un panel final, composé des professeurs William Dray, Fernand Ouellet, Claude Panaccio et Harold Perkin. Nous n'avons malheureusement pas pu y assister, ni obtenir de ses participants un résumé de leurs débats. Quant aux quinze communications dites « brèves » présentées dans les ateliers du soir, bien qu'elles constituent un recueil imposant tant par la quantité que par la qualité de la recherche, nous sommes contraint de les laisser, provisoirement du moins, dans l'oubli où on les a confinées en décidant de ne pas les publier — contrairement à ce qui se fait habituellement — dans les Actes du colloque.

Département de philosophie
Université de Sherbrooke